



**Coralie Delaume, *Europe. Les États désunis*. Paris, Michalon, 2014. ISBN : 9782841867332, 17 euros.**

Ce livre dont la rédaction a été terminée à la fin de l'année 2013 reste d'une grande actualité. Il s'agit de faire le point sur la crise actuelle de l'euro, à la veille des élections européennes de mai 2014, dont l'auteur anticipe le résultat en France, notamment le score important du Front National. Autant dire qu'il s'agit d'un livre qui tient la promesse de son titre. L'Europe, c'est-à-dire l'actuelle Union européenne, est présentée comme un « projet technocratique » dès le départ, et l'auteur de reprendre le titre et les arguments d'un livre de Marc Joly (2007) pour s'attaquer au « mythe Jean Monnet », ce « précurseur du giscardisme décliniste » (p. 29) étant présenté comme un partisan de l'inféodation aux USA. L'évolution conduit à un portrait au vitriol de Jose Manuel Barroso. La critique des institutions est impitoyable : la commission a du pouvoir mais aucune légitimité démocratique, la BCE est autonome, conformément au modèle allemand (dont elle s'émancipe, l'auteur le reconnaît), et le droit européen l'emporte sur les droits nationaux (« l'Europe des juristes »). Nous arrêtons ici le résumé d'une charge qui occupe la majeure partie de l'ouvrage et qui s'étend à toute l'histoire de l'Union européenne, jusqu'à l'élargissement et aux traités récents. Depuis la crise de l'euro qui est bien plus grave qu'une crise monétaire ou économique, on voit, selon l'auteur, se confirmer ce qui se produit depuis l'unification allemande, à savoir la division de l'UE entre « gagnants » (le Nord de l'Europe, à l'exception de l'Irlande) et les « perdants », de la Grèce au Portugal en passant... par la France. La seule esquisse de solution, proposée par l'auteur dans les toutes dernières pages de l'ouvrage, consisterait à « agir sur l'euro », c'est-à-dire à le transformer en monnaie-pivot autour de laquelle graviteraient les monnaies nationales. Le style de l'auteur, volontiers polémique, on l'a vu, hésite entre une profusion d'images peut-être excessive et des affirmations presque tautologiques : « Les peuples sont ce qu'ils sont et on ne les change pas aisément. C'est l'erreur des concepteurs de "l'Europe au forceps" d'avoir cru qu'en exerçant sur eux une contrainte maximale on pourrait les amener à se ressembler puis à se fondre. Mais l'étrange chimère, moitié messianique et moitié techniciste, est plombée. » (p. 210) Étrange image tout de même... Dans l'ensemble un ouvrage plutôt polémique et qui inspirerait des objections à chaque page. Nous ne voyons pas ce qu'il y a à redire à la phrase de Jean Monnet expliquant que les pays d'Europe sont « trop étroits » pour assurer à leurs peuples un bon développement (p. 29). Le Parlement européen, un parlement « au rabais » (p. 36), certes, mais on frémit à l'idée ce que l'auteur écrirait s'il en allait autrement... Des jugements injustes : la règle des 3% a certes été inventée par « quelques technocrates au coin d'une table » (p. 48) – mais plus exactement par un Français (Guy Abeille) et pour François Mitterrand en 1981, l'Europe n'y était alors pour rien ni la supranationalité. Vers la fin de l'ouvrage un développement sur le Front National qui ne laisse pas d'inquiéter, tant il fait ressortir la vacuité des pratiques et des idées qu'on oppose dans notre pays au parti de Marine Le Pen. Au total, une charge polémique qui s'appuie sur une culture assez solide, à défaut d'être novatrice, mais qui ne propose pas de pensée vraiment politique. De toute évidence, l'auteur n'aime pas l'Union européenne et le fait savoir, c'est à peu près tout. De ce point de vue, l'ouvrage laisse donc sur sa faim. On aurait donc aimé que l'auteur, dont on sent qu'il a un autre potentiel, développât des propositions pour l'Europe (la monnaie-pivot, c'est un peu court). Notre auteur pourrait aussi s'arrêter davantage sur certains aspects trop vite relevés et qui n'ont rien à voir avec l'Union Européenne, par exemple la politique scolaire des gouvernements successifs de notre pays (p. 200 *sq.*). Les gouvernements passent, les administrations et le lobby pédagogue restent. Le détour par la nation pourrait aboutir à une vision plus raisonnée et plus riche du présent, du passé, de l'avenir de notre continent et de la place que doit y avoir notre pays. François GENTON.